

Convention collective d'arrondissement
IDCC : 1387. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
DES FLANDRES-DOUAISIS
(20 mai 1986)

(Etendue par arrêté du 31 décembre 1986,
Journal officiel du 13 janvier 1987)

ACCORD DU 7 SEPTEMBRE 2011
RELATIF AUX SALAIRES (TGA, RMH) ET PRIMES

NOR : ASET1151301M
IDCC : 1387

PRÉAMBULE

Les organisations patronales et syndicales représentatives dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres déclarent attacher une grande importance à ce que le barème des TEGA qui est la référence pour l'accueil des nouveaux embauchés et une garantie pour les salariés en fonction, dans le respect de la hiérarchie des emplois, reste d'un niveau compatible avec la nécessité de préserver à la fois l'attractivité des métiers de la Métallurgie et la compétitivité des entreprises industrielles.

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations professionnelles et rappellent que le présent accord conclu, notamment, sur les rémunérations minimales garanties (TEGA), obéit à une logique propre, et ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

En conséquence, il est convenu entre elles ce qui suit :

Article 1^{er}

Taux effectifs garantis annuels (TEGA)

1.1. Garanties 2011

Les barèmes des taux effectifs garantis annuels (TEGA) valables pour l'ensemble de l'année civile à partir de l'année 2011 fixent, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun mensuel ne peut être rémunéré pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures (annexe I).

Ces rémunérations tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Elles doivent être adaptées à l'horaire réellement pratiqué par l'entreprise (ou, s'il est différent, par le salarié) au cours de l'année en tenant compte des coefficients correcteurs correspondants.

Les coefficients correcteurs figurant dans l'annexe III au présent accord sont donnés à titre indicatif. Ils correspondent aux taux légaux de majoration des heures supplémentaires applicables au jour de la signature du présent accord.

1.2. Bénéficiaires de la garantie

Bénéficient de la garantie instituée à l'article 1.1 du présent accord, tous les mensuels à l'exception des titulaires d'un contrat de travail régi par des dispositions spécifiques en matière de rémunération.

En outre, les barèmes mentionnés aux articles 1.1 et 2 du présent accord doivent être adaptés aux situations propres à certaines catégories de travailleurs pour lesquels la réglementation institue des abattements de rémunération (jeunes de moins de 18 ans, travailleurs handicapés...).

1.3. Modalités de vérification

Pour vérifier si un mensuel a bénéficié sur l'ensemble de l'année 2011 d'une rémunération brute au moins égale pour l'horaire considéré, aux garanties constituées par le présent accord, il sera tenu compte des éléments définis par l'article 9.2.1 *bis* de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres, ainsi que des indemnités représentant tout ou partie des compensations salariales de la réduction d'horaire que les entreprises ont, le cas échéant, instituées notamment au titre de la réduction du temps de travail, et ce, même si cette indemnité figure à part sur le bulletin de paie.

1.4. Durée de validité de la garantie

La garantie instituée par l'article 1.1 du présent accord est valable pour une année complète.

Il s'ensuit que cette garantie doit être adaptée *pro rata temporis* lorsqu'intervient un changement de classification ainsi qu'en cas d'entrée ou de départ en cours d'année.

1.5. Adaptation de la garantie

Les périodes pendant lesquelles l'entreprise ne supporte pas elle-même l'intégralité de la rémunération, par exemple en cas de maladie, d'accident ou d'absence quelconque non indemnisée, ne sont pas prises en compte. Le taux effectif garanti annuel est alors adapté en proportion des périodes effectivement travaillées.

1.6. Régularisation

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et la garantie instituée par l'accord laisserait apparaître qu'un mensuel n'a pas été rempli de ses droits, celui-ci recevra, à l'échéance de la paie la plus proche, le complément de rémunération brute correspondant.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé à compter du 1^{er} jour du mois civil qui suivra le dépôt du présent accord.

La valeur du point RMH est fixée à cette date à 3,80 €.

Les parties précisent que cette revalorisation s'applique pour la première fois à la prime d'ancienneté versée au titre du mois d'octobre 2011.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH figurant en annexe II au présent accord s'appliquent pour la durée légale du travail. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Les montants figurant dans le barème des RMH sont arrondis à l'euro supérieur dès lors que le nombre de centimes après la virgule est égal ou supérieur à 50, à l'euro inférieur dans le cas contraire.

Ces montants sont donnés à titre indicatif. En effet, les valeurs de primes d'ancienneté sont calculées par le produit de la valeur du point par le coefficient et le taux d'ancienneté applicable sans arrondi pour éviter le cumul d'arrondis. Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3^e chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

Les valeurs de primes d'ancienneté qui résultent de ce calcul figurent en annexe IV pour les administratifs, techniciens et maîtrises hors atelier, en annexe V pour les travailleurs manuels et en annexe VI pour les maîtrises d'atelier.

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Article 3

Allocation complémentaire de vacances

Le montant de l'allocation complémentaire de vacances défini aux articles 11.1.14 à 11.1.18 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 431 € bruts pour la période allant du 1^{er} mai 2011 au 30 avril 2012.

Article 4

Indemnité de panier de nuit

Le montant de l'indemnité du panier de nuit visée par l'article 7.1.8 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 5,80 € par repas à compter du 1^{er} jour du mois civil qui suivra le dépôt du présent accord.

Article 6

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 7

Extension

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence, à l'initiative de la délégation patronale, à en demander l'extension.

Article 8

Formalités

Le présent accord fera l'objet des dépôts conformément à la réglementation.

Fait à Faches, le 7 septembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UDIMETAL ;

UIMM Artois-Douais ;

UIMM Lille Flandre intérieure.

Syndicats des salariés :

CFE-CGC métallurgie Nord - Pas-de-Calais ;

CFTC métallurgie du Nord ;

USM FO Nord ;

CFDT métaux Lille-Flandre-Douais.

ANNEXE I

Taux effectifs garantis annuels

(Base 35 heures)

1. Mensuels âgés de 18 ans accomplis

(En euros.)

NIVEAU	ÉCH.	INDICE	ADMINISTRATIFS techniciens maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels		MAÎTRISE d'atelier	
V	3	395	28 490			29 990	
	3	365	26 300			27 665	AM 7
	2	335	24 160			25 335	AM 6
	1	305	22 060			22 975	AM 5
IV	3	285		20 670	TA 4	21 485	AM 4
	2	270		19 620	TA 3		
	1	255		18 540	TA 2	19 085	AM 3
III	3	240	17 790	18 215	TA 1	18 495	AM 2
	2	225					
	1	215		17 670	P 3	17 890	AM 1
II	3	190	17 170	17 240	P 2		
	2	180					
	1	170		17 050	P 1		
I	3	155		16 620	O 3		
	2	145		16 610	O 2		
	1	140		16 600	O 2		

En toute hypothèse, le mensuel ne peut percevoir une rémunération inférieure au SMIC correspondant à l'horaire pratiqué.

Pour vérifier si la rémunération annuelle est au moins égale au TEGA, il convient de tenir compte des éléments définis à l'art. 9.2.1 *bis* de la convention collective.

Ce barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il doit être adapté en cas d'horaire différent en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

L'évolution des barèmes de TEGA. et de RMH obéit à une logique propre et ne peut servir de base ou de référence à l'évolution des salaires réels versés par les entreprises.

2. Mensuels âgés de moins de 18 ans

Le taux effectif garanti annuel (TEGA) des mensuels âgés de moins de 18 ans subit un abattement dans les conditions ci-après :

AGE	ANCIENNETÉ		
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	Plus de 1 an
16 - 17 ans	TEGA – 20 % sans être < au SMIC – 20 %	TEGA – 20 % sans être < au SMIC	Aucun abattement
17 - 18 ans	TEGA – 10 % sans être < au SMIC – 10 %	TEGA – 10 % sans être < au SMIC	Aucun abattement

ANNEXE II

Rémunérations minimales hiérarchiques 2011

(Base 35 heures)

Ce barème sert exclusivement de base de calcul des primes d'ancienneté.

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCH.	INDICE	ADMINISTRATIFS techniciens maîtrise hors atelier	TRAVAILLEURS manuels ⁽¹⁾		MAÎTRISE D'ATELIER ⁽¹⁾	
V	3	395	1 501			1 606	
	3	365	1 387			1 484	AM 7
	2	335	1 273			1 362	AM 6
	1	305	1 159			1 240	AM 5
IV	3	285	1 083	TA 4	1 137	1 159	AM 4
	2	270	1 026	TA 3	1 077		
	1	255	969	TA 2	1 017	1 037	AM 3
III	3	240	912	TA 1	958	976	AM 2
	2	225	855				
	1	215	817	P 3	858	874	AM 1
II	3	190	722	P 2	758		
	2	180	684				
	1	170	646	P 1	678		
I	3	155	589	O 3	618		
	2	145	551	O 2	579		
	1	140	532	O 1	559		
(1). Ces montants incluent les majorations prévues par l'accord national du 30 janvier 1980 (5 % travailleurs manuels et 7 % maîtrises d'atelier).							

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Calcul de la prime d'ancienneté

La prime d'ancienneté est égale au coefficient × valeur du point × taux de la catégorie (voir ligne ci-dessous) × % d'ancienneté :

- administratifs, techniciens, maîtrise hors atelier : 1 ;
- travailleurs manuels : 1,05 ;
- maîtrise d'atelier : 1,07.

Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3^e chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

ANNEXE III

Coefficients correcteurs applicables dans les cas où l'horaire constant est différent de 35 heures Entreprises de toutes tailles

Dans le cas où l'horaire est différent de 35 heures, il y a lieu d'appliquer aux valeurs du barème des taux effectifs garantis annuels et aux valeurs des primes d'anciennetés calculées à partir du barème des rémunérations minimales hiérarchiques, le coefficient correcteur correspondant à l'horaire pratiqué.

Attention :

- le coefficient correcteur tient compte d'une majoration payée en espèces. Il n'est pas applicable dans le cas d'une majoration en temps de repos ;
- le coefficient correcteur est calculé à partir de la majoration légale de 25 % pour les heures accomplies entre 35 et 43 heures et 50 % au-delà.

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
Heures au taux normal	30,00	30,000	0,857143
	30,50	30,500	0,871429
	31,00	31,000	0,885714
	31,50	31,500	0,900000
	32,00	32,000	0,914286
	32,50	32,500	0,928571
	33,00	33,000	0,942857
	33,50	33,500	0,957143
	34,00	34,000	0,971429
	34,50	34,500	0,985714
Durée légale	35,00	35,000	1,000000
Heures majorées à 25 %	35,50	35,625	1,017857
	36,00	36,250	1,035714
	36,50	36,875	1,053571
	37,00	37,500	1,071429
	37,50	38,125	1,089286
	38,00	38,750	1,107143
	38,50	39,375	1,125000
	39,00	40,000	1,142857
	39,50	40,625	1,160714
	40,00	41,250	1,178571
	40,50	41,875	1,196429

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées (1)	COEFFICIENT correcteur (2)
	41,00	42,500	1,214286
	41,50	43,125	1,232143
	42,00	43,750	1,250000
	42,50	44,375	1,267857
	43,00	45,000	1,285714
Heures majorées à 50 %	43,50	45,750	1,307143
	44,00	46,500	1,328571
	44,50	47,250	1,350000
	45,00	48,000	1,371429
	45,50	48,750	1,392857
	46,00	49,500	1,414286
	46,50	50,250	1,435714
	47,00	51,000	1,457143
	47,50	51,750	1,478571
	48,00	52,500	1,500000
(1) C'est-à-dire tenant compte des majorations pour heures supplémentaires payées et non prises en repos. (2) Nombre d'heures effectivement payées divisé par 35.			

ANNEXE IV

**Primes d'ancienneté (base 35 heures) ⁽¹⁾
applicables au 1^{er} octobre 2011**

Administratifs, techniciens, maîtrise hors atelier

Valeur du point : 3,80 €.

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINI hiérar- chique	TAUX D'ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 20 %
V	3	395	1 501	45,03	60,04	75,05	90,06	105,07	120,08	135,09	150,10	165,11	180,12	195,13	210,14	225,15	255,17
	3	365	1 387	41,61	55,48	69,35	83,22	97,09	110,96	124,83	138,70	152,57	166,44	180,31	194,18	208,05	235,79
	2	335	1 273	38,19	50,92	63,65	76,38	89,11	101,84	114,57	127,30	140,03	152,76	165,49	178,22	190,95	216,41
	1	305	1 159	34,77	46,36	57,95	69,54	81,13	92,72	104,31	115,90	127,49	139,08	150,67	162,26	173,85	197,03
IV	3	285	1 083	32,49	43,32	54,15	64,98	75,81	86,64	97,47	108,30	119,13	129,96	140,79	151,62	162,45	184,11
	2	270	1 026	30,78	41,04	51,30	61,56	71,82	82,08	92,34	102,60	112,86	123,12	133,38	143,64	153,90	174,42
	1	255	969	29,07	38,76	48,45	58,14	67,83	77,52	87,21	96,90	106,59	116,28	125,97	135,66	145,35	164,73
III	3	240	912	27,36	36,48	45,60	54,72	63,84	72,96	82,08	91,20	100,32	109,44	118,56	127,68	136,80	155,04
	2	225	855	25,65	34,20	42,75	51,30	59,85	68,40	76,95	85,50	94,05	102,60	111,15	119,70	128,25	145,35
	1	215	817	24,51	32,68	40,85	49,02	57,19	65,36	73,53	81,70	89,87	98,04	106,21	114,38	122,55	138,89
II	3	190	722	21,66	28,88	36,10	43,32	50,54	57,76	64,98	72,20	79,42	86,64	93,86	101,08	108,30	122,74
	2	180	684	20,52	27,36	34,20	41,04	47,88	54,72	61,56	68,40	75,24	82,08	88,92	95,76	102,60	116,28
	1	170	646	19,38	25,84	32,30	38,76	45,22	51,68	58,14	64,60	71,06	77,52	83,98	90,44	96,90	109,82

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III.

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINI hiérar- chique	TAUX D'ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 20 %
I	3	155	589	17,67	23,56	29,45	35,34	41,23	47,12	53,01	58,90	64,79	70,68	76,57	82,46	88,35	100,13
	2	145	551	16,53	22,04	27,55	33,06	38,57	44,08	49,59	55,10	60,61	66,12	71,63	77,14	82,65	93,67
	1	140	532	15,96	21,28	26,60	31,92	37,24	42,56	47,88	53,20	58,52	63,84	69,16	74,48	79,80	90,44

ANNEXE V

**Primes d'ancienneté (base 35 heures) ⁽¹⁾
applicables au 1^{er} octobre 2011**

Travailleurs manuels

Valeur du point : 3,80 €.

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINI hiérar- chique	TAUX D'ANCIENNETÉ													
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %	13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 20 %
V	3	285	TA 4	34,11	45,49	56,86	68,23	79,60	90,97	102,34	113,72	125,09	136,46	147,83	159,20	170,57	193,32
	2	270	TA 3	32,32	43,09	53,87	64,64	75,41	86,18	96,96	107,73	118,50	129,28	140,05	150,82	161,60	183,14
	1	255	TA 2	30,52	40,70	50,87	61,05	71,22	81,40	91,57	101,75	111,92	122,09	132,27	142,44	152,62	172,97
IV	3	240	TA 1	28,73	38,30	47,88	57,46	67,03	76,61	86,18	95,76	105,34	114,91	124,49	134,06	143,64	162,79
	1	215	P 3	25,74	34,31	42,89	51,47	60,05	68,63	77,21	85,79	94,36	102,94	111,52	120,10	128,68	145,83
III	3	190	P 2	22,74	30,32	37,91	45,49	53,07	60,65	68,23	75,81	83,39	90,97	98,55	106,13	113,72	128,88
	1	170	P 1	20,35	27,13	33,92	40,70	47,48	54,26	61,05	67,83	74,61	81,40	88,18	94,96	101,75	115,31
II	3	155	O 3	18,55	24,74	30,92	37,11	43,29	49,48	55,66	61,85	68,03	74,21	80,40	86,58	92,77	105,14
	2	145	O 2	17,36	23,14	28,93	34,71	40,50	46,28	52,07	57,86	63,64	69,43	75,21	81,00	86,78	98,35
	1	140	O 1	16,76	22,34	27,93	33,52	39,10	44,69	50,27	55,86	61,45	67,03	72,62	78,20	83,79	94,96

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III.

ANNEXE VI

**Primes d'ancienneté (base 35 heures) ⁽¹⁾
applicables au 1^{er} octobre 2011**

Maîtrises d'atelier

Valeur du point : 3,80 €.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	MINI hié- rar- chique	TAUX D'ANCIENNETÉ										13 ans 13 %	14 ans 14 %	15 ans 15 %	20 ans 20 %
				3 ans 3 %	4 ans 4 %	5 ans 5 %	6 ans 6 %	7 ans 7 %	8 ans 8 %	9 ans 9 %	10 ans 10 %	11 ans 11 %	12 ans 12 %				
V	3	395	1 606	48,18	64,24	80,30	96,36	112,42	128,49	144,55	160,61	176,67	192,73	208,79	224,85	240,91	273,03
	3	365	1 484	44,52	59,36	74,20	89,05	103,89	118,73	133,57	148,41	163,25	178,09	192,93	207,77	222,61	252,30
	2	335	1 362	40,86	54,48	68,11	81,73	95,35	108,97	122,59	136,21	149,83	163,45	177,07	190,70	204,32	231,56
	1	305	1 240	37,20	49,61	62,01	74,41	86,81	99,21	111,61	124,01	136,41	148,82	161,22	173,62	186,02	210,82
IV	3	285	1 159	34,76	46,35	57,94	69,53	81,12	92,70	104,29	115,88	127,47	139,06	150,65	162,23	173,82	197,00
	1	255	1 037	31,10	41,47	51,84	62,21	72,58	82,95	93,31	103,68	114,05	124,42	134,79	145,16	155,52	176,26
III	3	240	976	29,28	39,03	48,79	58,55	68,31	78,07	87,83	97,58	107,34	117,10	126,86	136,62	146,38	165,89
	1	215	874	26,23	34,97	43,71	52,45	61,19	69,94	78,68	87,42	96,16	104,90	113,64	122,39	131,13	148,61

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III

ANNEXE VII

Indemnités, primes, allocation

1. Indemnités diverses :
 - indemnité de panier (travaux de nuit) (art. 7.1.8 de la convention collective du 20 mai 1986) : 5,80 € ⁽¹⁾ ;
 - indemnité de repas (petit déplacement) (accord du 26 février 1976, art. 2.3) : 2,5 × le minimum légal.
2. Primes pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique :
 - obtention d'un CAP de la profession par un apprenti sous contrat (art. 8.2.4 de la convention collective du 20 mai 1986) : 22,87 € ;
 - obtention d'un diplôme dans les conditions prévues par l'art. 8.4.1 de la convention collective du 20 mai 1986 :
 - CAP, BEP, CQP, CQT 1, CFPA 1^{er} degré : 76,22 € ;
 - CQT2, CQT3, BP, BTN, diplôme AFPA, niveau IV : 114,34 € ;
 - BTS, DUT, diplôme AFPA, niveau III : 152,45 €.
3. Allocation complémentaire de vacances (art. 11.1.14 et suivants de la convention collective du 20 mai 1986) : entre le 1^{er} mai 2011 et le 30 avril 2012 : 431 €.

(1) A compter du 1^{er} octobre 2011.